

# LETTRE DE LIAISON

des militants combattant  
pour le **Front Unique**  
des syndicats de l'enseignement public

N°259  
7 avril 2016

ISSN 1245-0286

[www.frontunique.com](http://www.frontunique.com)

**Bureau national de la FSU (BDFN) du 4 avril 2016**

**Le représentant du courant Front Unique est intervenu :**

- contre les violences policières infligées aux jeunes**
- pour que CGT, FO, FSU, UNEF appellent à une manifestation centrale à l'Assemblée nationale pour imposer à la majorité de députés PS-PCF le rejet du projet de loi El Khomri**

Le 31 mars, ce sont des centaines de milliers de manifestants qui ont exigé le retrait pur et simple de la loi Travail, dont de très nombreux lycéens et étudiants, mobilisés depuis des semaines.

La réponse du gouvernement à la jeunesse, c'est la violence policière délibérée : fermetures de facultés au nom de l'état d'urgence, intervention massive des CRS et des brigades anti-criminalité aux abords et sur les campus, matraquage et gazage des jeunes manifestants, provocations et infiltration des cortèges de jeunes, intimidations pour interdire les manifestations lycéennes, arrestations brutales et gardes à vue prolongées, mises en examen, comparutions immédiates avec condamnations à de la prison ferme.

Après la répression contre les travailleurs d'Air France et de Goodyear, c'est la jeunesse que le gouvernement veut museler et mater. Et si les flics répriment avec une telle violence, c'est qu'ils ont reçu des ordres des plus hauts sommets du pouvoir. Avec l'état d'urgence, Hollande, Valls, Cazeneuve, Urvoas veulent marcher à l'Etat policier.

Dire comme le communiqué intersyndical du 24 mars que « *les pouvoirs publics doivent garantir le droit de manifester, à se réunir, à s'organiser, tout en assurant la sécurité des manifestants* », c'est livrer la jeunesse aux flics qui matraquent, à ceux en civil qui infiltrent les cortèges et organisent les provocations, aux CRS qui chargent les manifestants, aux gendarmes qui ont assassiné Rémi Fraisse. C'est comme si un berger voulait confier aux loups la garde de son troupeau...

La responsabilité première de notre fédération, c'est de condamner les exactions contre la jeunesse et en particulier leur commanditaire : le gouvernement. Notre fédération doit sans attendre s'adresser aux dirigeants de la CGT et de FO ainsi qu'à l'UNEF pour que se réalise un front uni pour :

**Bas les pattes devant la jeunesse ! Halte à la répression policière !**

**Les flics hors des facs ! Libre accès aux campus !**

**Levée immédiate de toutes les inculpations et libération des emprisonnés !**

**A bas l'état d'urgence ! A bas l'Etat policier !**

Le gouvernement est déterminé à liquider le Code du travail. Pas question pour lui de retirer son projet centré sur le renversement de la « hiérarchie des normes ». Valls l'a déclaré : « *Demander le retrait du texte n'a pas de sens* ». Pour parvenir à ses fins, le gouvernement table sur la répression brutale contre la jeunesse, sur l'usure des manifestants appelés à de multiples journées d'action, et surtout sur le dialogue social avec les dirigeants syndicaux.

Dans leur communiqué du 31 mars, les organisations syndicales ne disent mot des violences policières mais par contre, « *Elles confirment leur disponibilité pour rencontrer le gouvernement et faire des propositions de droits nouveaux (...)* »

Et dès le lendemain, dans un communiqué, la direction de l'UNEF répond aux sollicitations de Valls :

« (...) *le premier ministre a annoncé un cycle de rencontres entre les organisations de la jeunesse et le gouvernement. L'UNEF se félicite qu'un cadre de dialogue soit ouvert avec les jeunes (...)* »

Qui oserait prétendre obtenir des droits nouveaux d'un gouvernement qui serait parvenu à infliger une défaite historique au prolétariat en pulvérisant ses acquis sociaux, fruits de dizaines d'années de luttes ?

**La responsabilité des dirigeants syndicaux est de rompre avec le gouvernement et d'affirmer qu'il ne peut y avoir de discussion tant que le projet de loi Travail n'aura pas été purement et simplement retiré.**

Le communiqué intersyndical du 31 mars indique : « *Les salarié-es se mobiliseront sous diverses formes, notamment avec l'interpellation de parlementaires* ».

**Il n'y a qu'une seule façon « d'interpeller » les seuls députés du PS et du PCF :**

**C'est qu'un front uni CGT-FO-FSU-UNEF appelle à la manifestation centrale et nationale à Paris, à l'Assemblée nationale, pour imposer à la majorité PS-PCF le retrait pur et simple du projet de loi El Khomri.**

**C'est de la responsabilité notre fédération de tout faire pour qu'un tel front uni se réalise.**

### Les deux motions présentées par Front Unique :

Le BDFN de la FSU, réuni le 4 avril, condamne vigoureusement les violences policières contre les jeunes manifestants dont le gouvernement porte la responsabilité.

Il exige :

- aucune sanction, et la libération des manifestants emprisonnés.
- que cessent les interventions policières dans les universités et que le libre accès aux campus soit respecté.
- la levée immédiate de l'état d'urgence que le gouvernement utilise pour avancer vers l'Etat policier.

Le BDFN s'adresse aux directions syndicales, en particulier de la CGT, de FO et de l'UNEF, pour assurer en commun la protection des mobilisations de la jeunesse pour le retrait du projet de loi Travail.

(9 pour / 12 contre / 6 abstentions / 5 refus de vote)

[Remarque : Il faut noter que la secrétaire générale a reconnu implicitement qu'il n'y avait pas eu de la part de la direction fédérale de condamnation des violences policières. Elle a indiqué : « on a raté quelque chose sur Bergson (sic) » (c'est devant ce lycée parisien qu'un policier a été filmé brutalisant violemment un jeune de 15 ans). Pour autant, en avançant des arguties et sans proposer d'amendements à notre motion – la seule proposée – elle a de fait appelé à voter contre. Le vote a provoqué une certaine confusion. L'un des opposants, tentant de se justifier, a déclaré : « Ce n'est pas parce qu'on est contre la motion, qu'on est pour les violences policières... » Il en est presque venu à demander que ce « genre de motion » ne soit plus soumise au vote, pour lui éviter tout embarras...]

Le BDFN affirme qu'il ne saurait y avoir de discussion avec le gouvernement tant que son projet de loi Travail ne sera pas retiré.

Il exige donc clairement le retrait pur et simple de ce projet qui n'est ni amendable, ni négociable.

Il s'adresse aux directions de la CGT, de FO et de l'UNEF pour appeler en commun à une manifestation nationale et centrale à Paris, à l'Assemblée nationale, pour imposer à la majorité PS-PCF, le retrait pur et simple du projet de loi Travail.

(Vote dissocié : Sans le dernier paragraphe : 3 pour / 20 contre / 2 abst / 6 RdV  
En entier : 1 pour / 24 contre / 2 abst / 4 RdV)

[Remarque : La secrétaire générale a clarifié ce que signifiait la position de l'intersyndicale de « retrait du projet de loi et ouverture de discussions avec le gouvernement pour de nouveaux droits. ». Elle a insisté sur le fait qu'obtenir le retrait du projet ne serait pas une victoire car ce serait le maintien de la situation actuelle qui n'est pas bonne. C'est donc clair, pour les dirigeants syndicaux, le mot d'ordre de retrait est tout à fait factice. Il vise à tenter de camoufler leur volonté d'aider le gouvernement à faire passer le cœur de son projet (l'inversion de la hiérarchie des normes) moyennant quelques nouveaux menus aménagements dans le cadre d'une concertation renouvelée. Au contraire, travailleurs et jeunes sont mobilisés pour le retrait pur et simple du projet gouvernemental. Ils pressentent qu'imposer ce retrait scellerait le sort du gouvernement et permettrait d'interrompre la série de défaites subies depuis une décennie. Et que cela leur permettrait enfin de passer à l'offensive.]